

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CUENOT ET FILS SARL

9 rue Combe Zénobert
25360 Saint-Juan

Références : UID257090/SPR/BB 2025-0324A
Code AIOT : 0005901539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement CUENOT ET FILS SARL implanté Lieu-dit Champ Durand 25360 Gonsans. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection visait à contrôler le respect des prescriptions applicables suite au renouvellement de l'autorisation de la carrière le 19 avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUENOT ET FILS SARL
- Lieu-dit Champ Durand 25360 Gonsans
- Code AIOT : 0005901539

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de roches massives calcaires. Le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'approfondissement ont été actés par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2024. La production autorisée est 20 000 t/an en moyenne avec une production maximale de 25 000 t/an. La durée de l'autorisation est de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 3.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 4.2.1, 4.3.1 et 4.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Vibrations et tirs mines	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 5.2.1, et 5.2.3	Demande d'action corrective	12 mois
7	Voirie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 5.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Réserve d'eau pour l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Kits d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Production	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 2.1.2	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction, fronts d'abattage	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 2.1.3	Sans objet
8	Recyclage de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater de nombreuses non-conformités concernant l'application du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière. L'exploitant doit ainsi faire une revue de l'ensemble des prescriptions afin de s'assurer de leur bonne mise en œuvre. Par contre, l'état des fronts est satisfaisant et l'exploitant respecte les modalités d'extraction de son gisement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au Préfet le document établissant les garanties financières de la phase 1, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente.
Constats : L'exploitant dispose d'une attestation de garanties financières pour un montant de 35 701 €, valable du 08/01/2022 au 08/01/2027. Ces garanties financières ont été établies dans le cadre de la précédente autorisation de la carrière. L'exploitant n'a pas établi de nouvelles garanties financières suite à la nouvelle autorisation environnementale délivrée le 19/04/2024, alors que le montant à garantir est supérieur aux garanties actuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit constituer des garanties financières d'un montant de 52 028€ pour la durée de la phase 1 d'exploitation de la carrière. L'exploitant transmettra au préfet une attestation justifiant de la constitution de ces garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : La quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 25 000 tonnes pour une année. Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 20 000 tonnes par an.

Constats :
<p>L'exploitant déclare chaque année la production de granulats sur la plateforme GEREP. Pour l'année 2024, la déclaration n'a pas encore été réalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la production pour l'année 2024 respectait le niveau autorisé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit déclarer la production de granulats pour l'année 2024 sur la plateforme GEREP avant le 31 mars 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Épaisseur d'extraction, fronts d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur d'extraction maximale est de 44 mètres.</p> <p>La cote minimale d'extraction est de +460 mètres NGF.</p> <p>Les fronts d'abattage sont constitués d'au plus quatre gradins de hauteur verticale comprise entre 10 et 15 mètres maximum. Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 6 mètres de largeur minimum.</p> <p>Le gisement est extrait en conservant une bande de 10 mètres de largeur minimum entre la limite de l'autorisation et les bords de la fosse d'extraction.</p>
Constats :
<p>L'examen du plan topographique établi le 3 mars 2025 et les constats faits sur place montrent que la hauteur maximale des gradins est respectée.</p> <p>Le carreau inférieur de la carrière est actuellement à 482 m NGF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des retombées de poussières conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.</p>
Constats :
<p>L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas réalisé de surveillance des retombées de poussières en 2024.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser une surveillance des retombées de poussières selon les dispositions prévues par l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 concernant les prescriptions applicables aux installations de traitement de matériaux relevant de la rubrique 2515 et soumises au régime de l'enregistrement.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 6 mois**N° 5 : Surveillance des rejets aqueux****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 4.2.1, 4.3.1 et 4.4.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau**Prescription contrôlée :**

Article 4.2.1 :

'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures (aire étanche).

Point de rejet	Rejet n°1
Nature des effluents	Eaux pluviales sur l'aire étanche
Traitement	Passage dans un décanteur et séparateur hydrocarbures
Type de rejet en sortie	Milieu naturel

Article 4.3.1 Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les dispositions réglementaires applicables, notamment celles de l'article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Article 4.4.1 :

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	1302		Annuelle

		Instantané ou moyen sur 24 heures	
Matières en suspension (MES)	1305		
Demande Chimique en Oxygène sur l'effluent non décanté (DCO)	1314		
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009		

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas fait réaliser de surveillance des rejets aqueux en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser une surveillance des rejets aqueux en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures. Les résultats du prochain contrôle seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Vibrations et tirs mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 5.2.1, et 5.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vibration

Prescription contrôlée :

Article 5.2.1 : La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s.

Article 5.2.3 : Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs de mines est réalisé au minimum une fois par an au niveau des constructions et infrastructures les plus proches.

Un point de contrôle est placé au niveau de la centrale à béton située à proximité du site. La fréquence de contrôle pourra être adaptée par le préfet, en fonction des résultats, sur demande de l'exploitant.

L'exploitant avertit les maires des communes de Gonsans et Côtebrune, selon des modalités

prédéfinies, avant la réalisation de chaque tir de mine.
Constats : Le dernier tir de mines a eu lieu le 2 décembre 2024. Une mesure des vibrations a eu lieu au niveau d'une habitation sur la commune de Côtebrune. Les résultats montrent un niveau de vibration maximum de 0,63 mm/s. Par contre, l'exploitant n'a pas fait faire de mesures de vibrations au niveau de la centrale à béton située à proximité du site. L'exploitant a indiqué avoir averti les maires des communes avant la réalisation du tir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit ajouter un point de mesure des vibrations au niveau de la centrale à béton.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 5.3.1
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> • Un panneau « stop » est installé et entretenu par l'exploitant à la sortie de la carrière ; • Des panneaux « sortie de carrière » sont installés et entretenus de part et d'autre de la route départementale n°30 ; • Si besoin, les haies de chaque côté de l'accès sont taillées par l'exploitant afin d'assurer la visibilité, lisibilité et sécurité ; • En cas de salissure imputable à l'activité de la carrière, l'exploitant assure un nettoyage régulier de la route départementale n°30.
Constats : Des panneaux sont présents au niveau de la route départementale. Le jour de l'inspection la route départementale comporte des traces blanches, liées aux camions sortant de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit assurer un nettoyage régulier de la route départementale au niveau de la sortie de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Recyclage de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.4.1
Thème(s) : Produits chimiques, Déchets
Prescription contrôlée : La quantité de déchets inertes pouvant être admise pour l'activité de recyclage est limitée à 10 000 t/an.
Constats : Il n'y a eu aucun accueil de déchets inertes à ce jour sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réserve d'eau pour l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.
Constats : Le jour de l'inspection, la réserve d'eau de 120 m ³ n'a pas été installée sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une réserve d'eau pour l'incendie d'un volume de 120 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité, le ravitaillement et l'entretien courant des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche munie d'un point bas pour

récupérer les écoulements éventuels, et associée à un dispositif de traitement (décanteur-deshuileur).
Constats : Le jour de l'inspection l'aire étanche n'est plus accessible. Suite au dernier tir de mines, un cordon de pierres empêche le passage vers l'aire étanche. Par ailleurs des engins de chantier étaient stationnés en dehors de l'aire de l'étanche, dont une chargeuse supplémentaire qui était venue en remplacement. L'exploitant a indiqué qu'il allait déplacer l'aire étanche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit permettre l'accès à une aire étanche afin de stationner sur celle-ci les engins de chantier. S'il souhaite en construire une nouvelle, il doit dans l'attente permettre l'accès à l'ancienne aire. La chargeuse supplémentaire doit être déplacée en dehors de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Kits d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de kits d'intervention dans les engins de chantier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit équiper les engins de chantier de kits d'intervention permettant le traitement rapide d'une pollution locale notamment aux hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois